

## Contribution de France Datacenter à la consultation publique sur la décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données environnementales pour 2025

France Datacenter rappelle que la filière est bien entendu disposée et volontaire pour transmettre des données pertinentes en matière environnementale. Cependant, la multiplication des collectes augmente le risque d'erreurs dans la transmission des données. Nous insistons à nouveau sur la nécessité de fusionner ces collectes, qui sont chronophages, plutôt que de les multiplier (pour rappel, il existe également la collecte de données via OPERAT, et désormais celle volontaire dans le cadre de la feuille de route décarbonation). Ce d'autant plus si l'Arcep envisage de calquer sa collecte sur celle mise en œuvre dans le cadre de la directive efficacité énergétique. Le principe « dites-le nous une fois » devrait s'appliquer également aux entreprises, dans une logique de simplification. L'Arcep pourrait tout à fait être le point de contact de la collecte européenne. Il faudrait également aligner les dates limites des deux collectes : 31 mars pour l'Arcep et 15 mai pour la directive européenne (plutôt sur la date de la collecte européenne, puisqu'elle est fixée dans l'acte délégué européen). Enfin, nous accueillerions favorablement une certaine stabilité dans les futures collectes, puisque les indicateurs sont désormais fournis et nombreux, permettant une vision très complète de l'empreinte environnementale des centres de données.

**Dans un souci de coordination et de mise en œuvre opérationnelle de cette « collecte unique », nous sommes bien sûr toujours disposés à organiser une ou plusieurs réunions de coordination avec la DGEC et l'ADEME.**

### 2.2 Objet de l'annexe B – Enquête relative aux impacts environnementaux des opérateurs de centres de données

#### Personnes soumises à l'annexe B

Sont soumis à la collecte des données de l'annexe B de la présente décision les opérateurs de centres de données<sup>9</sup>. Selon l'étude de l'ADEME et l'Arcep sur l'évaluation de l'impact environnemental du numérique en France, les centres de données représentent 16 % de l'empreinte carbone en France.

Par mesure de proportionnalité :

- Sont soumis à l'annexe B, les opérateurs de centres de données dont le chiffre d'affaires en France, est égal ou supérieur à 10 millions d'euros hors taxes **ou** dont la demande de puissance des technologies de l'information installées est supérieure ou égale à 100 kW ;
- Ne seront tenus de répondre que sur une liste restreinte d'indicateurs indiqués en jaune dans l'annexe B les opérateurs de centres de données dont la demande de puissance des technologies de l'information installées est supérieure ou égale à 100 kW et strictement inférieure à 500 kW **et** dont le chiffre d'affaires, en France, est strictement inférieur à 10 millions d'euros hors taxes.

#### **Question 2. Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux opérateurs de centres de données ?**

Comme nous l'avons indiqué précédemment, un seuil en puissance constitue le bon indicateur pour les centres de données. En revanche, nous ne comprenons pas pourquoi le seuil en chiffre d'affaires est maintenu. Il n'est pas pertinent pour notre filière et ce système à « double seuil » pourrait créer de la confusion et des erreurs potentielles dans le périmètre des répondants.

### Question 3. Avez-vous des remarques sur la représentativité des marchés considérés, compte tenu du seuil proposé ?

Comme vous l'avez indiqué, le seuil retenu par la Commission européenne est de 500 kW. 100 kW constitue donc un seuil assez ambitieux, et nous saluons l'adaptation du dispositif et la prise en compte de la charge opérationnelle en termes de ressources humaines pour les plus petits acteurs.

### Nature des données collectées à l'annexe B

L'annexe B s'attache à recueillir des informations permettant d'évaluer les impacts environnementaux associés aux activités des opérateurs de centres de données. Le recueil d'informations est formalisé par l'annexe B de la présente décision, qui devra être renseignée à un rythme annuel par les opérateurs de centres de données concernés.

Les principales évolutions apportées par rapport à la décision de l'Arcep n° 2023-2488 du 22 novembre 2023 portent sur :

- L'ajout des indicateurs visés aux annexes I et II du règlement délégué (UE) 2024/1364 de la Commission européenne du 14 mars 2024 sur la première phase de la mise en place d'un système commun de notation des centres de données à l'échelle de l'Union, en complément de ceux qui sont déjà recueillis par l'Arcep chaque année au titre de ses décisions de collecte ;
- L'ajout d'un indicateur sur la surface totale au sol artificialisée au sein des sites des centres de données ;
- L'ajout d'un indicateur sur les émissions de gaz à effet de serre associées à la quantité de fluides frigorigènes émise dans l'atmosphère.

### Question 4. Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?

Ces indicateurs sont très nombreux et leur collecte nécessite des ressources humaines. Comme nous l'avons signalé à la Commission européenne :

1. Le niveau de trafic de données entrant et sortant varie considérablement d'un centre de données à l'autre et dépend fortement du modèle commercial, des services offerts et des types de clients. Ces indicateurs clés de performance ne sont pas représentatifs de la performance énergétique d'un centre de données. Par exemple, un seul serveur de streaming vidéo peut générer plus de trafic qu'un centre de données entier exécutant un type d'application différent. La consommation d'énergie et la durabilité de l'ensemble du centre de données n'ont rien à voir avec le trafic de données. Par ailleurs, les opérateurs de datacenters commerciaux n'ont pas accès à ces données.

2. Les indicateurs liés aux données de stockage (capacités des TIC) et au trafic des données sont inaccessibles aux opérateurs de colocation. Il n'est pas souhaitable de faire peser cette charge sur les opérateurs alors même que les clients n'ont aucune obligation de leur fournir ces données. Il est même bien souvent prévu une clause contractuelle qui interdit de transmettre ces données. Il y a un problème juridique ici, puisque la loi n'est pas supérieure au contrat, à moins d'intégrer une disposition d'ordre public.

A noter sur les indicateurs :

- La capacité de la batterie est exprimée en ampère-heure (Ah), pas en kW ;
- L'artificialisation est [définie](#) légalement (via la loi Climat et résilience et via le code de l'urbanisme). Pouvez-vous préciser quelle définition vous retenez pour cet indicateur ?

Par ailleurs, la deuxième ligne : « dont surface du centre de données ayant une emprise au sol pour l'activité de centres de données et tertiaire » ne nous semble pas présenter d'intérêt.